

McGill Daily français

MARDI 23 JANVIER 1996 VOL. 85, NO. 44

C'est la mer à boire depuis 1977

Gare au changement ?

Les changements font peur, tout particulièrement ceux proposés par le recteur de l'université, Monsieur Shapiro, dans le cadre de son projet « Towards a New McGill ». Malgré sa réceptivité face aux suggestions et sa bonne volonté, M. Shapiro préconise dans son projet de restructuration des bouleversements qui donnent raison de s'inquiéter.

Faire de grands changements

Les changements remettent en question un statu quo souvent imparfait, mais néanmoins confortable. Dans le cas de l'Université McGill, des modifications sont impératives. McGill est devenue une énorme machine bureaucratique, dont les dépenses sans cesse croissantes ne sont pas comblées par des rentrées aussi volumineuses.

La stagnation économique qui afflige le pays touche également le domaine universitaire. D'une part, les étudiants et étudiantes n'ont plus les moyens de se payer des études universitaires, lesquelles risquent de redevenir un privilège d'élite. D'autre part, les gouvernements, cherchant à attirer les investisseurs étrangers, préfèrent mettre le fardeau des coupures budgétaires sur le dos de la population étudiante.

La supériorité de l'éducation mcgilloise, jadis tant vantée, s'estompe. Les associations étudiantes de plusieurs facultés formulent des critiques de plus en plus cinglantes envers leur université. On accuse l'enseignement à McGill d'être trop conventionnel, voire même conservateur. Ici aussi des réformes s'imposent.

Avec ou sans M. Shapiro, avec ou sans les corps étu-

diants, les choses vont changer. Il est impératif pour les étudiants et les étudiantes de participer au processus de changement.

C'est à la lumière de cette urgence que M. Shapiro a rédigé un projet de restructuration extrêmement ambitieux, voire même radical. Le « Towards a New McGill » du recteur suggère en fait une quasi-privatisation de l'Université, un virage vers l'élitisme, tant dans ses critères de sélection que dans son enseignement. M. Shapiro assure toutefois que le « Towards a New McGill » n'est qu'une idée qui pourrait facilement être remplacée par « une vision plus appropriée ».

L'universalité menacée

Le besoin urgent de nouveaux modes de financement, l'absence de fonds et le discours de M. Shapiro alourdissent la menace d'une hausse substantielle des frais de scolarité. D'ailleurs, le recteur admet que son projet va directement à l'encontre de l'universalité de



Photo: Mike Cullen

Dossier Spécial
Entrevue avec M. Bernard Shapiro en pages 4 et 5



de la recherche.

D'ailleurs, M. Shapiro confirme ces craintes en affirmant que c'est la « qualité de l'expérience » qui compte. « Que vous soyez 5 000 ou 20 000 étudiants, il n'y a pas de différence », ajoute-t-il.

Les francophones dans un nouveau McGill

Et le rôle des francophones dans tout cela ? Cette question, tout le monde se la pose, sauf M. Shapiro. Jamais il n'en est fait mention dans le document de travail (qui n'est d'ailleurs pas disponible en français) ! Ceci est d'autant plus surprenant que M. Shapiro conçoit McGill comme une « institution québécoise » bien ancrée dans le milieu montréalais. Afin d'assurer à McGill cette place dans la société québécoise, un rôle plus actif doit être réservé aux francophones. Contrairement aux craintes de M. Shapiro, ceci n'implique pas nécessairement de voler des francophones aux universités francophones.

Il est donc inutile de se retrancher derrière les acquis d'antan, il faut réfléchir pour bien choisir.

Emmanuelle Latraverse, pour l'équipe du McGill Daily français.

l'accès à l'éducation et ce, même s'il croit à la préservation de cette philosophie. La discussion, la réflexion réussiront-elles à sauver l'accès universel à l'enseignement supérieur ?

Il n'est pas alarmiste de s'en inquiéter, surtout si on considère l'emphase qui est mise sur la renommée de l'Université McGill en tant qu'institution internationale. Cette dernière transcende les limites du pays et sa philosophie universaliste. L'aspect élitiste de l'enseignement à McGill, une façon de relever cette renommée internationale, risque de limiter l'accès à l'éducation.

Tel que le stipule le « mission statement » de

McGill, une université est avant tout un lieu de recherche et d'enseignement. En lisant le document de travail, la question se pose de savoir si la restructuration annoncée ne risque pas de transformer McGill en une grande entreprise multi-nationale. À de maintes reprises reviennent les termes « compétitivité », « performance », « cibler le marché », « allocation efficace des ressources ». On croit entendre parler du plan de redressement d'une PME en faillite. L'Université doit faire face à une restructuration; mais ce discours de marketing financier s'applique-t-il vraiment à un centre intellectuel comme une université ?

« Money talks », tout le monde le sait. Par ailleurs, si l'argent parle trop, il risque de porter atteinte à l'essence même de l'université. Ceci ferait craindre le pire aux notions idéologiques, comme l'accès universel à l'enseignement universitaire, et l'indépendance

ANNONCES CLASSÉES

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. **Étudiant-es et employés de McGill** (avec carte): \$4.55 par jour, \$4.00 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. **Grand Public**: \$5.70 par jour, \$4.25 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS 7% et TVQ 6.5%). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE.

VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAÎTRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

1-LOGEMENT

Heart of Downtown—Beautifully renovated—at reasonable prices. Stove & fridge. 3½ 4½ available. Reserve yours now (514) 849-3897 or 288-6782.

2-DÉMÉNAGEMENT/ENTRPOSAGE

Moving/Storage. Closed van or truck local & long distance. Olt-Tor-Van-NY-Fla-7 days, 24 hours, low rates. Steve 735-8148.

3-AIDE DEMANDÉE

Children's camp in Laurentians requires registered nurse, nursing assistant, secretary, food service staff. Telephone 485-1135. Fax resume to 514-485-1124.

5-TRAITEMENT DE TEXTE/MISE EN PAGE

Success to all students. WordPerfect 5.1. Term papers, resumés, applications, transcription of micro-cassettes. Editing of grammar. 27 yrs. experience. \$1.75/D.S.P. 7 days/week. Campus / Peel / Sherbrooke. Paulette / Roxanne 288-9638/288-0016.

6-SERVICES OFFERTS

Experienced editor/proofreader/ writer/tutor. Help with your student papers, theses, manuscripts, resumés translation Spanish/French/English. Call Marian 765-9804 7 Days/week

7-À VENDRE

Moving Sale! TV stand, mattress, box spring, frame (twin), coffee and end tables, black futon, student desk, dish set, Black&Decker iron, microwave, everything brand new! 286-9149.

13-ÉDUCATION

Want to fly without a plane? Learn dreams, lucid dreaming & lucid living. Instructor has appeared on TV & radio. Starts Jan. 30 for 8 weeks. 488-0347.

14-Avis

McGILL NIGHTLINE 398-6246
FUNDED BY ALMA MATER

McGill Nightline open 9pm-3am a confidential and anonymous line. We offer listening, referrals and information. Call at 398-6246 398-MAIN.

RECYCLEZ

McGill Daily français

Le McGill Daily français encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés, incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Daily n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Interhaus Developments inc.

Le Daily est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP), de la Presse étudiante du Québec (PEQ) et de Publi-Peq.

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.

ISSN 1192-4608

LE MCGILL DAILY FRANÇAIS

rédaction en chef

Emmanuelle M. Latraverse

rédaction nouvelles

Bianca Robichaud

rédaction culture

Loïc Bernard

Marc-Antoine Godin

mise en page

Jean-François E. Corbett

correction

Sandrine Simonnet

Bertrand Ollé, Kalina Pluta

Magali Boiesier, Fanny Jean

collaboration

Tristan E. Landry, Atim Léon

Richard Henri, Frédéric Laurin

Louis-Philippe Corbeil-Girard

Hervé Edongo, Michel Tremblay, Pierre Angers-Nguyen

Alain Huot, Jean-Sébastien Jetté, Mike Cullen,

Alexandra Bolduc

LE MCGILL DAILY

coordination de la rédaction

M-J Milloy

gérance

Marian Schrier

assistance à la gérance

Jo-Anne Pickel

publicité

Boris Shedov et Lettie Matteo

photocomposition et publicité

Mark Brooker

RÉDACTION

3480 McTavish, bur. B-03,

Montréal, Québec, H3A 1X9.

(514) 398-6784/5

Télécopieur : 398-8318

PUBLICITÉ

3480 McTavish, bur. B-07,

Montréal, Québec, H3A 1X9.

(514) 398-6790

Télécopieur : 398-8318

ACTIVITÉS

La Société chorale de McGill reprend ses activités chaque mercredi à 19h30 au pavillon Strathcona de musique (555 Sherbrooke Ouest, local C304).

Au programme, un chef-d'œuvre : la messe en do mineur de W.A. Mozart.

Aucune audition requise, pas d'expérience nécessaire. Renseignements : 398-6814.

Le McGill Model United Nations Assembly va débiter à 19h30 le 25 janvier prochain à l'Hôtel du Parc

et se poursuivra jusqu'au 28 janvier. Pour de plus amples informations, contactez Juraj au 284-5123.

Le McGill Hellenic Students' Association va tenir une Assemblée Générale le mercredi 24 janvier, dans la salle de bal de l'édifice Shatner à 17h00. À cette réunion sera décidée par vote l'union de l'Association au Hellenic Student Union of Quebec, en plus d'une séance d'information pour annoncer les prochains événements. Pour plus d'informations, appelez le Hellenic line au 272-6270.

Nouvel Horizon pour la Palestine?

NOUVELLE
Hervé Edongo

Pour la première fois de leur histoire, les palestiniens et les palestiniennes de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-est se sont rendus aux urnes. La population était appelée à choisir son président et la composition du Parlement.

C'est Yasser Arafat qui a été le grand gagnant. Le chef de l'OLP (Organisation pour la Libération de la Palestine) remporte en effet 88 % des voix aux présidentielles; et son parti, le Fatah, a également obtenu une majorité de sièges aux législatives.

Une seule opposante faisait face au chef de l'OLP, Mme Samiha Khalil, 72 ans, qui a remporté environ 9% des voix. Lors de ce scrutin, le Hamas, de son côté, avait décidé de boycotter les élections.

Quelques-uns de ses membres s'étaient néanmoins présentés de façon indépendante.

Selon les observateurs et les observatrices internationaux, les élections se sont déroulées dans un contexte généralement favorable. C'est ainsi que la Commission centrale électorale a évalué les taux de participation à 70% en Cisjordanie, 96% dans la bande de Gaza et à 50% à Jérusalem-est. Cette participation massive montre que les appels au boycott lancés par le mouvement islamiste Hamas n'ont pas été suivis par la majorité de la population.

Néanmoins, il y a eu quelques contestations concernant le déroulement des élections, notamment à Jérusalem-est. L'ancien président américain Jimmy Carter, qui dirige le groupe d'observateurs étrangers, a accusé la police israélienne d'essayer d'intimider les électeurs et électrices puis-

que celle-ci était présente autour des bureaux de vote. Plusieurs se sont également plaints du manque d'intimité dans les scrutins, car souvent ils et elles ne disposaient pas d'isoloir ou ne pouvaient pas déposer eux-mêmes leur bulletin dans les urnes.

Pour le moment, le président Yasser Arafat dispose de toute la légitimité dont il avait besoin pour continuer sa politique. Il peut donc continuer sur le même chemin et relancer les discussions avec Israël sur des bases plus positives.

Il faut maintenant attendre la réaction des extrémistes palestiniens face aux derniers résultats. Le Hamas disposera de quatre sièges ainsi que du soutien de sympathisants au sein d'autres partis dans le futur parlement, qui risquent de s'opposer à la politique de Yasser Arafat et d'entraver son action vis-à-vis d'Israël.

Poursuite du conflit tchéchène

BRÈVE
Michel Tremblay

Le conflit entre le commando tchéchène et la Russie se poursuit toujours. Les troupes russes ont donné l'assaut contre le village de Pervomaiskaya au Daghestan où se trouvent les rebelles tchéchènes et leurs otages. Les avions russes ont bombardé le village et des missiles ont été lancés sur plusieurs bâtiments.

Par ailleurs, un autre commando pro-tchéchène a pris d'assaut un

navire de plaisance turc dans le port de Trabzon en Turquie dans la soirée du 16 janvier. Il y avait quelque 200 passagers russes sur ce bateau. Ils ont été pris en otage et menacés d'exécution si les opérations russes n'étaient pas suspendues. Le chef de ce nouveau commando, un certain Muhammet Tokcqr avait menacé de faire sauter le navire à Istanbul afin d'attirer l'attention mondiale.

Le gouvernement russe, croyant que les otages avaient tous été exécutés, a décidé de mettre fin à la

crise en détruisant tout le village Pervomaiskaya.

Finalement, le commando qui avait investi le navire dans la Mer Noire a libéré ses otages et s'est rendu aux autorités policières turques.

Sources :

Le Monde du 16 au 18 janvier 1996

Los Angeles Times du 20 janvier 1996

The Globe and Mail des 17 et 18 janvier 1996.

Projet de recherche sur le campus de McGill

Les agressions sexuelles sous le microscope

NOUVELLE
Frédéric Laurin

En collaboration avec l'École de travail social, une étudiante de l'Université McGill, Carla Alexander, élabore un projet de recherche visant à trouver des solutions au problème des agressions sexuelles à McGill et à formuler des recommandations dans le but d'améliorer les politiques de l'Université à ce sujet.

Mme Alexander, qui termine son baccalauréat en travail social à l'École de travail social, en est présentement à l'étape de recueillir de façon confidentielle les témoignages d'étudiants et d'étudiantes de McGill victimes d'agressions sexuelles. Leur expérience est nécessaire à la formulation de politiques adéquates sur les agressions sexuelles.

Mme Alexander s'est également penchée sur les différentes politiques des autres universités canadiennes pour savoir comment elles gèrent les agressions sexuelles sur leur campus. Ainsi, elle sera en mesure d'effectuer une meilleure étude comparative.

Depuis peu, l'Université McGill a inclus les agressions sexuelles sur le campus dans le *Code de conduite des étudiants et des procédures disciplinaires de McGill*. « Le Code de Conduite s'occupe de questions académiques, alors que le problème des agressions sexuelles est complètement une autre question », explique-t-elle. « Nous devons regarder comment nous traitons les agressions sexuelles pour savoir si [les politiques] sont efficaces. Nous voulons trouver une bonne façon de traiter les agressions sexuelles », poursuit-elle.

Le projet de recherche bénéficie

d'ailleurs de l'appui de la communauté McGilloise. « J'ai rencontré plusieurs organisations étudiantes associées à l'AEUM pour avoir du feedback de la communauté. Aussi, le doyen des étudiants s'est montré très intéressé au projet » raconte Carla Alexander.

Par contre, peu de victimes se sont montrées intéressées à participer au projet de recherche, qui se retrouve bloqué. Carla Alexander espère vivement que les personnes victimes d'agression sexuelle sur le campus communiqueront avec elle, en toute confidentialité. Les résultats du projet devraient être présentés au début du mois de mars.

Pour toute information ou pour participer au projet de recherche, on peut rejoindre Carla Alexander en laissant un message au 856-4634.

Face aux coupures:

Urgence !

NOUVELLE
Atim LeónPHOTO
Alexandra Bolduc

C'est un véritable cri d'alarme qui a été lancé la fin de semaine dernière lors de la « Conférence d'urgence : Ripostons aux coupures ! » tenue à Montréal. Les rencontres, qui ont duré trois jours, ont servi de point de départ à un plan d'action concerté, d'Est en Ouest du Canada, pour riposter aux coupures effectuées dans les programmes sociaux.

« Le Regroupement des chômeuses et chômeurs du Québec (RCCQ) et l'Ontario Coalition Against Poverty (OCAP) lancent un appel à la mobilisation générale contre ces projets d'appauvrissement », pouvait-on lire sur l'invitation à la conférence. La rencontre s'est d'ailleurs terminée sur une entente de principe entre la centaine d'organismes présents pour mener une série d'actions concrètes, comme la diffusion d'un journal d'information sur les coupures.

Unifier le mouvement

Il s'agissait de mettre en évidence l'urgence d'une action concertée entre tous les groupes sociaux concernés. La rencontre, regroupant plus d'une centaine de représentantes et de représentants de comités et d'organismes engagés dans la lutte pour la justice sociale, ainsi que des regroupements étudiants, sera suivie d'un autre forum à l'automne prochain à Toronto. Comportant aussi des intervenantes et intervenants d'Europe et des États-Unis, les réunions ont permis de partager les expériences et de mettre en évidence la nécessité d'une concertation pancanadienne pour faire face aux coupures actuelles.

Face aux attaques répétées depuis les années 80, sur le filet de protection sociale, la situation se détériore rapidement et la grogne monte. Rappelons que les faits sont alarmants. À Montréal, en l'espace de deux ans, le nombre de personnes fréquentant les comptoirs d'aide alimentaire et les soupes populaires a augmenté de 60%. En avril 1995, on calculait qu'un tiers de ces personnes étaient des enfants et des adolescents.

En Ontario, depuis que le gouvernement Harris a coupé de 21,6% l'aide sociale, les maisons d'accueil et les églises sont littéralement envahies par des armées de sans-abris. « Les gens partent de Toronto pour aller se réfugier dans des cottages d'été, non chauffés, qui sont loués pour pas grand-chose pendant l'hiver », rapporte John Clarke, de l'OCAP.

M. Clarke soutient qu'il faut changer de stratégie et que cette conférence est sans doute un pas vers une nouvelle ligne d'action. Selon lui, il ne s'agit plus « d'essayer de se faire entendre » puisque les gouvernements savent parfaitement quelle est la situation. Il pense qu'il faut maintenant parler leur propre langage et en appeler à une lutte sans merci et par tous les moyens possibles. Ceci inclurait une grève générale comme en France.

On peut donc s'attendre à ce que les efforts à venir se fassent dans le sens de la concertation entre mouvements étudiant et ouvrier-syndical, et des laissés pour compte.

La loi C-111

La rencontre a aussi permis de donner un aperçu de la situation et de ce qui se prépare. Ainsi, la défunte Réforme Axworthy est revenue sur la table en décembre dernier, sous la forme d'une loi qui ira même plus loin dans les coupures. Le projet de loi C-111 qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} juillet prochain est ce qui s'est fait de plus radical dans la restructuration des dépenses publiques.

Cette loi attaquera les dépenses sur tous les fronts : assurance-chômage, aide sociale, logement social, santé, pensions de vieillesse, études post-secondaires, aide juridique. L'assurance-chômage deviendra l'assurance-emploi. Ceci, en termes pratiques, veut dire qu'il faudra travailler plus longtemps, parfois jusqu'à 61 semaines au lieu de 20, pour avoir droit à l'assurance. Le montant des prestations reçues variera entre 52,5% et 32,5% des revenus gagnés, au lieu des 55% actuels. La durée maximale de la période de prestations sera réduite de 50 à 45 semaines.

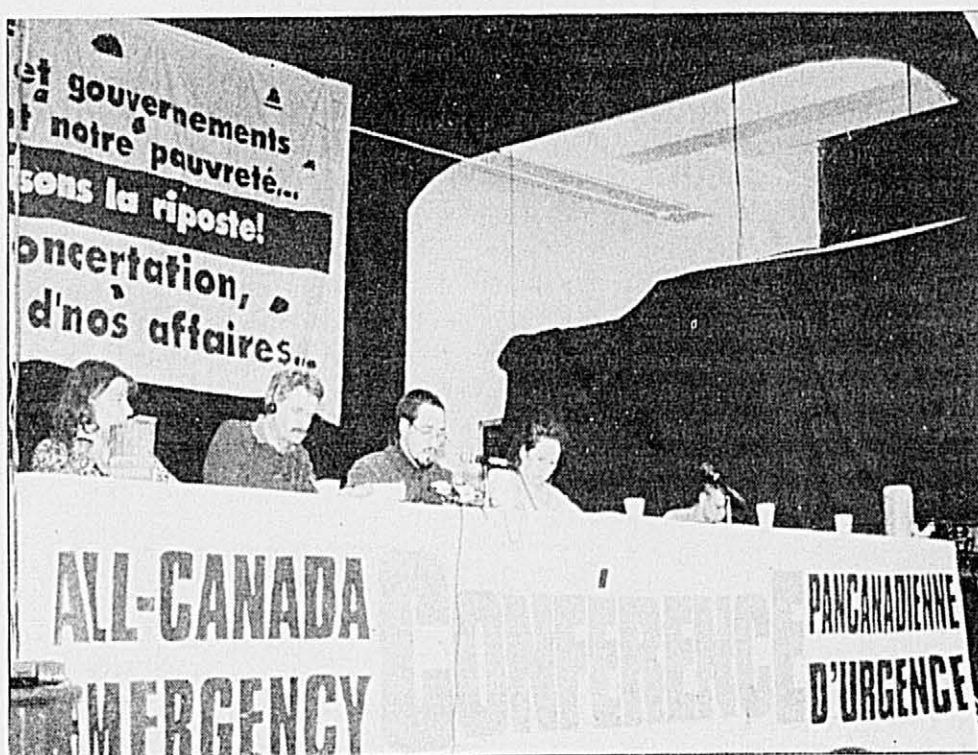
Les membres du RCCQ et de l'OCAP s'inquiètent, prévoyant, dans la plus sombre des perspectives, l'institution de camps de travail pour ceux et celles qui voudraient toucher des prestations d'aide sociale.

De plus, on est scandalisé par ce projet de loi qui touche au Régime d'assurance-chômage financé, depuis 1990, par les employés, employées, employeurs et employeuses. Grâce à un tel mode de financement, le Régime ne peut en aucun cas être tenu responsable des déficits des dernières années.

La pension de vieillesse, le supplément de revenu garanti pour les personnes âgées,

l'allocation au conjoint et la déduction fiscale en raison de l'âge disparaîtront. Ils seront remplacés par un seul programme dont les prestations seront calculées en fonction de l'ensemble des revenus familiaux, ce qui affectera particulièrement, pense-t-on, le revenu des femmes.

En ce qui concerne l'éducation post-secondaire et la santé, la situation s'avère aussi alarmante. Si la tendance se maintient, il ne serait pas surprenant de se voir confronté à une grève générale, éventualité maintes fois évoquée au cours des réunions.



Manifestation le 7 février :

De l'Action en perspective

NOUVELLE
Jean-Sébastien Jetté

Mercredi dernier, la saga contestataire contre les compressions budgétaires dans l'éducation reprenait de plus belle. Plusieurs associations de cégeps montréalais, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), ainsi que le Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE) se sont réunis à l'UQAM. Les associations se sont mises d'accord sur le fonctionnement de la manifestation prévue pour le 7 février prochain dans les rues de Montréal.

Cette coalition étudiante regroupant la majorité des fédérations du Québec est une première dans le genre. « C'est que les accords entre associations sont plutôt rares » explique M. Claude Rioux, coordinateur du MDE. Il poursuit même en ajoutant que « tous ont dû faire des compromis à propos des objectifs et des demandes ».

Cependant, certains problèmes de communication semblent persister. Comme l'explique M. Rioux, « le MDE s'oppose totalement à toute coupure, tandis que la FEUQ les accepterait si elles étaient raisonnables. » Cependant, la FEUQ dément le tout et affirme que jamais il n'a été

question d'accepter de coupures, selon les dires de Delphine Mentha, attachée de presse à la FEUQ.

Des ententes sont cependant ressorties de cette rencontre. On projette en particulier de se joindre aux autres mouvements de mobilisation contre les coupures dans les dépenses publiques. Le MDE et la Fédération canadienne des étudiantes et des étudiants (FCÉE) se sont d'ailleurs rencontrés dimanche dernier lors de la « Conférence d'urgence » pour se mettre en accord avec d'autres groupes sociaux. Ainsi, conjointement aux organismes des sans-emploi et peut-être au mouvement syndical, une marche sur Ottawa sera effectuée début mai.

La FEUQ qui au départ ne voulait s'attaquer qu'au problème de l'éducation, a dû faire un compromis face à la situation de plus en plus alarmante. Rappelons que la contribution d'Ottawa en matière d'éducation sera réduite de 500 millions de dollars pour le Québec, soit l'équivalent de plus de 15 % du budget total des cégeps, des universités et du régime des prêts et bourses réunis. S'ajoutent à ces compressions celles de Québec, qui sont de l'ordre des 200 millions de dollars. En outre, on fait face à une augmentation du ratio étudiant-e/professeur-e suite à la réduction de 10 % des effectifs.

Action à McGill

Affirmant vouloir promouvoir la prochaine manifestation, le représentant des clubs de McGill, Chris Carter, était présent à la réunion de mercredi. Contrairement à la manifestation du 12 septembre dernier, où McGill brillait par son absence, M. Carter affirme vouloir participer à la prochaine. « Cette fois-ci, c'est sérieux et mieux organisé », explique-t-il, faisant allusion à l'ambiance nationaliste qui était présente lors de la dernière manifestation.

Le « McGill Action Committee » trouvera les fonds nécessaires pour mobiliser une délégation mcgilloise qu'on espère d'au moins 3 000 personnes. Plusieurs intervenants et orateurs seront présents pour maximiser l'effet de la manifestation et le but sera clairement axé sur les alternatives aux coupures.

Il est à noter que le trajet de la marche du 7 février est déjà déterminé et planifié. Le parcours devrait passer devant la tour de la Bourse, la banque CIBC, la Banque Royale, la Banque de Montréal, les fiducies et autres entreprises du genre au centre-ville. « Ce trajet stratégique aura, espère-t-on, pour effet de prouver que ces réductions [des dépenses publiques] sont inutiles puisque des sommes colossales sont vraisemblablement ignorées par les services de taxation et d'imposition du gouvernement. », conclut M. Rioux.

Osons McGill : Shapiro s

ENTREVUE
Emmanuelle Latraverse
et Tristan-E. Landry

PHOTO
Mike Cullen

Dans le cadre de ce dossier sur la restructuration de l'Université McGill, ses enjeux et implications pour la communauté étudiante, le *McGill Daily français* a tenté d'aller au cœur de la question, en discutant avec le recteur de l'Université, Monsieur Bernard Shapiro. Voici donc le compte-rendu de cette entrevue. Le *Daily français* tient à remercier Monsieur Shapiro d'avoir accepté de répondre aux questions de cette entrevue en français.

Daily français : M. Shapiro, il y a beaucoup de rumeurs quant à l'urgence d'effectuer une restructuration des finances et de l'enseignement de l'Université McGill. Peut-on dire que McGill est en situation de crise ?

Bernard Shapiro : On peut dire qu'il y a une crise, mais c'est une sorte de crise qui revient, pour les universités québécoises, d'une année à l'autre. Toutes les universités sont dans la même situation. Il y a certainement un problème sérieux pour McGill. Il n'y a pas seulement une dette fiscale, mais aussi une dette académique. On doit faire attention, car c'est de la vie intellectuelle dont il dépend, la

raison d'être de l'Université. On peut avoir beaucoup d'argent, mais s'il n'y a pas de bonne vie académique, il n'y a plus rien.

Il faut donc trouver un moyen de faire face à la situation fiscale et en même temps à la situation académique. Le défi académique est spécialement important, parce qu'en Amérique du Nord, les coûts de recherche augmentent toujours. On ne peut pas rester aux frontières de la connaissance dans chaque domaine : il n'y a pas assez d'argent de disponible, on doit faire des choix.

DF : Dans le document « Towards a New McGill », l'administration de l'Université semble prendre un virage vers l'international. Avec ce nouvel intérêt, l'Université McGill ne serait-elle pas en train de délaisser la communauté montréalaise, au profit de la communauté internationale ?

« Les étudiants étrangers sont en sorte un investissement. »

BS : Je ne partage pas ce point de vue. À mon avis, la vie pour les Québécois et les Québécoises est une vie plus internationale qu'auparavant. On doit préparer nos étudiants et étudiantes pour cette vie internationale. C'est important d'avoir des étudiants internationaux, c'est un profit pour

l'éducation et pour la vie de Montréal. C'est aussi un profit pour l'économie de la province. L'avenir dans une économie globale sera une situation de réseaux d'information, de gens, car tous les réseaux importants sont des réseaux internationaux. C'est vrai que ces étudiants étrangers impliquent des dépenses pour nous, mais ils impliquent également un profit. Ils sont en sorte un investissement.

DF : La population francophone de McGill décline d'année en année. De quelle façon votre plan de restructuration tentera-t-il de contrer ce phénomène ?

BS : Je dois vous dire que je n'en suis pas sûr. On doit faire un effort beaucoup plus important pour recruter des étudiants francophones, tout particulièrement les francophones du Québec. Mon idéal au premier cycle, serait d'avoir 25 % de francophones québécois, 25 % d'anglophones québécois, 25 % d'étudiants étrangers et 25 % d'étudiants des autres provinces. Il y a également un rôle pour les diplômés francophones à McGill maintenant, parce que le point de vue des étudiants donne un message beaucoup plus fort que celui de l'administration et des gens plus âgés.

DF : Dans le document « Towards a New McGill », l'administration compte réformer grandement l'environnement universitaire, tout particulièrement celui de l'enseignement. Comment, en tant



M. Bernard Shapiro, en entrevue

que recteur de l'Université, imaginez-vous le milieu éducatif à McGill en l'an 2000 ?

BS : Je ne suis pas sûr si on aura le même nombre d'étudiants. McGill deviendra peut-être plus petite. Ce

Afin de mieux comprendre le document « Towards a New McGill »

NOUVELLE
Tristan-E. Landry

CARICATURE
Pierre Angers-Nguyen

Towards a New McGill » est un document de travail déposé à l'automne 1995 par les cadres supérieurs de l'administration de l'Université McGill. On y retrouve des recommandations concernant McGill et son avenir, tout particulièrement en ce qui concerne la vocation future de l'Université à l'aube du troisième millénaire.

Dans ce « Towards a New McGill », le recteur, M. Bernard Shapiro, souligne que l'Université McGill, telle que nous la connaissons aujourd'hui, est à la croisée des chemins. Avec la réduction massive des

transferts fédéral et provincial, une dette de plus 66 millions de dollars, un climat d'incertitude politique au Québec, une compétition acharnée dans le domaine du développement et de la recherche et un déclin rapide de la population anglophone de Montréal, McGill doit faire des choix importants concernant son avenir. Face à la baisse des revenus et des ressources de McGill, M. Shapiro propose donc cinq options qui permettraient de maintenir et préserver les standards d'excellence de l'Université :

- un McGill décentralisé axé sur les départements et les facultés qui lui seraient plus profitables financièrement

- un « upgraded » McGill qui maintiendrait les mêmes départements qu'aujourd'hui mais qui essaierait d'augmenter son excellence académique en rehaussant la qualité de ses professeur-es et ses étudiant-es

- un McGill associé avec une autre institution au Québec ou au Canada, dans le but de séparer plus efficacement les programmes

- un McGill associé avec une autre institution internationale, dans le but de collaborer dans les programmes académiques et dans les projets de recherche

- un McGill « international » avec un pavillon d'opération dans une autre université au Canada ou à l'étranger

Parmi ces cinq choix, le recteur de McGill ne prend pas clairement position dans le document de travail « Towards a New McGill ». Il préfère plutôt miser sur les similitudes entre les diverses options pour tracer le portrait du nouveau McGill. À travers ces cinq options, M. Shapiro souligne notamment l'importance d'un partenariat avec une autre université, l'importance aussi de limiter les programmes

et de rehausser la qualité du corps professoral et étudiantin mcgillois.

Voici quelques caractéristiques du « nouveau McGill » telles que proposées dans le document de travail « Towards a New McGill » :

Les caractéristiques du « nouveau McGill » pour les étudiant-es, les professeur-es et les programmes :

- une population étudiante de 1er cycle équivalente à celle des 2e et 3e cycles,

- une baisse substantielle du nombre d'étudiant-es et de l'enrôlement au 1er cycle, tout particulièrement dans les facultés des Arts et des Sciences,

- des critères d'admission plus sélectifs, particulièrement l'obligation pour les étudiant-es inscrits à McGill d'être bilingues voire même trilingues,

- une année « freshman » commune imposée à l'ensemble des nouveaux étudiants et étudiantes,

le recteur Bernard Shapiro

suppose, Shapiro compose

n'est pas important pour moi. Pour moi, la question importante est la question de la vie académique quand vous êtes ici. Que vous soyez 5 000 ou 20 000 étudiants, il n'y a pas de différence. J'imagine une vie intellectuelle beaucoup plus indépendante que maintenant. Nous avons à McGill des étudiants intelligents et curieux. Je crois qu'ils peuvent faire beaucoup plus par eux-mêmes, dans la bibliothèque ou chez eux. On doit conserver les ressources des professeurs pour les situations très importantes, pour les conversations, les discussions, et les échanges entre étudiants ou entre étudiants et professeurs. On doit prendre cette direction. Ça me paraît une direction appropriée pour des raisons intellectuelles, et aussi quand on doit faire face aux compressions budgétaires.

DF: On parle dans votre document d'axer l'Université McGill et son corps professoral vers le milieu lucratif de la recherche. En prenant un tel virage, McGill ne risque-t-elle pas de nuire à la qualité même de l'éducation? Ne prend-on pas pour acquis qu'un professeur qui excelle en recherche, est aussi un professeur qui excelle en salle de classe, alors que souvent ce n'est pas le cas?

BS: On n'arrive pas à l'utopie facilement. Il y a une relation importante entre la recherche et l'éducation et il est absolument essentiel de faire des efforts afin de recruter comme enseignants des gens

qui peuvent exceller en classe et dans leur laboratoire. C'est un idéal, mais un idéal très important et approprié pour une université comme McGill. C'est une grande opportunité que d'avoir une formation avec des enseignants qui sont aux frontières de la connaissance; et ce, peu importe la discipline.

DF: Votre projet « Towards a New McGill » est-il en accord avec le concept d'universalité de l'éducation tel qu'on l'entend au Canada?

BS: Non, c'est sûr. Mais je ne suis pas sûr que le projet « Towards a New McGill » est le modèle approprié pour McGill. C'est une situation dont il faut discuter. L'objectif de ce papier est d'encourager la discussion avec mes collègues et tous les gens de McGill. On doit imaginer le futur de

« On n'arrive pas à l'utopie facilement. »

l'institution. L'universalité est une question d'accès, c'est une chose très importante pour les étudiants d'avoir accès à l'éducation sans regard à leur état financier. Mais ce doit être un accès à une expérience de qualité. Ici à McGill, on doit préserver à tout prix la qualité de l'expérience; on doit penser au niveau des ressources qui sont disponibles et ce qu'on peut faire

avec ces dernières et avec combien d'étudiants.

DF: Croyez-vous que, dans la conjoncture économique et politique actuelle, le concept d'universalité de l'éducation est un concept obsolète?

BS: J'espère que non. L'accès à l'université est une question très importante. C'est merveilleux maintenant. Dans les années cinquante, il n'y avait que 5 ou 6 % des jeunes gens de la province qui allaient à l'université. Ceci n'est pas approprié pour le futur d'une province comme le Québec, où la connaissance est absolument essentielle. Mais on ne peut pas offrir l'accès si c'est un accès à une expérience inappropriée.

DF: Le changement fait toujours peur. Plusieurs personnes, tout particulièrement le corps étudiant, voient la réforme proposée comme menaçante au point de vue de l'éducation. Comment comptez-vous les convaincre des bienfaits de cette nouvelle vision de McGill?

BS: Comme je vous ai dit, je ne suis pas sûr que « Towards a New McGill » soit une vision appropriée pour McGill. Ce document a surtout été écrit pour encourager la discussion. On doit maintenant créer la vision appropriée pour le futur de McGill, et je suis ouvert à beaucoup d'idées. Dans ce document j'ai choisi une idée qui était vraiment radicale, parce que si on commence avec une idée qui est

simple, on n'encourage pas la discussion entre collègues, la réflexion. Mais cette vision doit faire face, en même temps, aux défis fiscal et intellectuel. De plus, on ne peut pas attendre après les changements que les autres vont faire. On doit faire face à nous-même, on doit

« Je ne suis pas sûr que « Towards a New McGill » est une vision appropriée pour McGill. »

discuter des changements que nous pouvons faire.

DF: Trouvez-vous un peu bizarre que McGill soit la seule université à proposer des réformes aussi nouvelles et radicales. Peu d'universités semblent proposer un projet aussi ambitieux que celui-ci?

BS: Oui mais si on veut conserver la qualité de l'institution pour les siècles qui viennent, il faut avoir cette discussion. Peut-être ne ferons-nous pas beaucoup de changements. Je ne suis pas le seul à décider, il y a beaucoup de gens dans cette discussion. Peut-être allons-nous rejeter entièrement « Towards a New McGill », au profit d'une vision plus appropriée pour McGill.

DF: Quel est votre échéancier pour arriver avec un projet assez structuré et débiter à l'implanter?

BS: J'attends avant tout deux rapports: le rapport du comité « Policies and Priorities » du Sénat, et le rapport du « Task Force » du Professeur MacDonald. Je vais publier les deux pour tous les gens. Je parlerai alors avec mes collègues pour développer un moyen de discuter de ces rapports. On créerait des États-généraux, mais pour McGill, pour discuter de ces choses. Il y a plusieurs points de vue, le mien, celui des étudiants, des professeurs, de nos autres employés à McGill. Toutes ces personnes doivent participer dans cette discussion pendant peut-être six mois. J'espère essentiellement avoir une conclusion en décembre prochain.

DF: Le document de travail a été rédigé avant le référendum sur la souveraineté. En quoi les résultats référendaires ont-ils changé la vision de McGill?

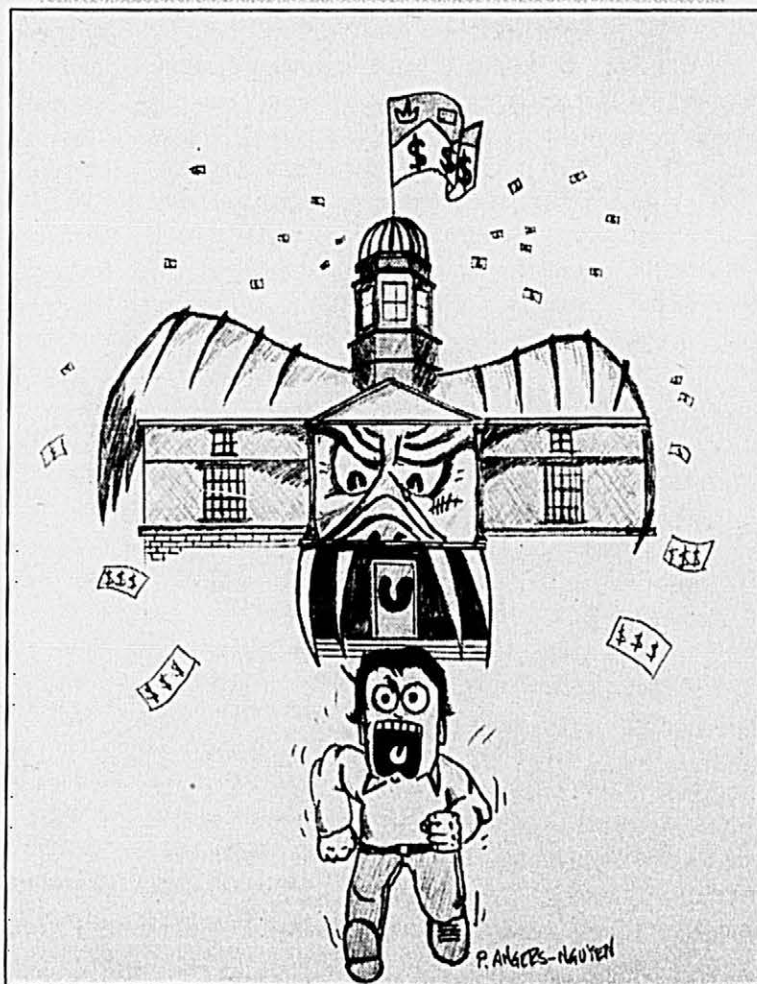
BS: Pour moi, ça n'a rien changé. À mon avis, le rôle de McGill est indépendant de la question constitutionnelle. Si le Québec devient indépendant, il y a un rôle pour McGill aussi; à mon avis, c'est le même rôle. McGill est ici, à Montréal, il y a maintenant près de 175 ans. L'Université est spécifique à Montréal, et non à Toronto ou à Vancouver. On doit agir comme une institution québécoise et McGill doit participer à la vie québécoise. J'ai d'ailleurs beaucoup d'intérêts à tisser des liens avec les autres universités, montréalaises en particulier.

nt de travail

- une session de formation ou d'étude à l'étranger pour les étudiant-es inscrits dans un programme à McGill,
- un ratio professeur-e / étudiant-es de un pour dix,
- un partenariat renouvelé avec l'Université Concordia et d'autres institutions canadiennes ou internationales pour offrir conjointement certains programmes spécialisés,
- une équipe de professeur-es grandement axée sur la recherche,
- Les caractéristiques administratives et financières du « nouveau McGill »:
- une hausse des frais de scolarité, dans le but d'augmenter la part de ces frais dans le budget d'opération de l'Université,
- une hausse des frais de scolarité en fonction des coûts et de la valeur « marchande » des diplômes,

- une aide accrue pour les étudiant-es en manque de ressources financières (un programme de prêts et bourses financé par l'Université même),
- un lien plus étroit entre le secteur privé et l'Université, surtout en ce qui concerne l'éducation et la recherche,
- l'amélioration du réseau d'information et le maintien de son accessibilité pour les corps étudiant et professoral,
- le maintien des contacts avec les anciens diplômé-es de l'Université McGill, à partir d'une adresse électronique permanente.

« Towards a New McGill » est disponible sur Info-McGill.



SUIVEZ
prochainement
dans nos
pages les
dossiers
spéciaux
hebdomadaires
sur la
restructuration
des
différents
départements
de
l'université.

L'ESPACE SHRUTHI

MUSIQUE
Louis-Philippe C. Girard

PHOTO
Daniel Gauvin

Dur d'oreille

L'espace Shruthi et la Troisième oreille présentent au Théâtre la Chapelle un spectacle où sont conjugués les talents de Paskal Dufaux (sculpteur sonore), de Ganesh Anandan et Claude Lépine (percussionnistes et compositeurs). Le résultat est un concert de musique expérimentale « née d'une alliance sculpturale et musicale ». Une alliance bien ciselée, certes, mais elle reste difficile à saisir et à apprécier.

L'espace Shruthi, c'est cette imposante « sculpture sonore » d'allure gothique à l'intérieur de laquelle évoluent deux musiciens. Elle abrite un bon nombre d'instruments fabriqués sur mesure par Ganesh Anandan pour les fins de l'approfondissement de la musique microtonale. Le groupe utilise l'octave indienne, divisée en vingt-deux intervalles inégaux, les vingt-deux shruthis correspondant chacun à une fraction d'un demi-ton.

Entourés d'instruments tels le tubéophone, le bambouphone et les pots de céramique, les interprètes produisent une musique percutante au sein de l'espace sculptural dont le rôle, comme l'explique Paskal Dufaux, est aussi bien fonctionnel

qu'esthétique : « c'est à la fois une structure qui soutient les instruments, et qui devient un instrument en elle-même par son architecture et sa géométrie. Ça représente ce que vous voulez voir. C'est un peu comme un générateur d'images, d'ombre et de lumière. Certains vont y voir une tortue, d'autres vont y voir un masque japonais. Cette poétique-là leur appartient en tant que spectateurs ».

La Troisième oreille propose, au travers de pièces structurées, des moments d'improvisations, ce qui permet, aux dires des interprètes, de mener l'auditoire à un niveau d'écoute amplifié. « On se laisse aller, on se guide mutuellement au travers des improvisations. Même dans les pièces structurées, tout peut arriver. On est toujours à l'écoute l'un de l'autre. C'est de là que vient le terme « la troisième oreille ». C'est l'ouverture, la disponibilité de l'oreille sur ce qui se passe, autant pour nous que pour les spectateurs » explique Claude Lépine.

On veut donc élever le public à ce niveau d'écoute active et interactive, à ce niveau de troisième oreille où l'écoute est totale. C'est une

musique qui voudrait faire appel à la sensibilité intuitive du public. Il

s'agit plutôt d'une musique désarmante pour les amateurs de musique « traditionnelle » qui n'y retrouveront pas les structures classiques.

Les musiciens de la Troisième oreille hésitent à définir leur style pour ne pas se restreindre à un mouvement particulier.

« On emploie plusieurs styles. On peut entendre des mouvements contemporains, des mouvements microtonaux. C'est difficile de dire de quelle sorte de musique il s'agit. C'est une musique rythmique, contemporaine et surtout acoustique. Il y a un peu de tout... » explique Ganesh Anandan. « C'est un peu comme la

structure, c'est aux spectateurs de voir ce qu'ils veulent y voir, c'est à

eux de définir le style », poursuit Paskal Dufaux.



Claude Lépine et Ganesh Anandan

L'univers « Shruthi phonique » est difficile à saisir. Les interprètes eux-même semblent le trouver indéfinissable. C'est pourquoi on recommande d'éliminer « l'intervention de l'hémisphère gauche (raison et jugement) du cerveau ». Les sons éso-tériques qu'ils font jaillir du métal, du bois et de la céramique pourront alors titiller la partie encore active du cerveau... et cela a de quoi altérer l'écoute !

L'espace Shruthi et la Troisième Oreille sont présentés au Théâtre la chapelle, 3700 rue St-Dominique, du 18 au 28 janvier 1996, 20h00 (Relâche les 22 et 23 janvier). Billets 12\$ (10\$ pour étudiants). Dimanche 21 et 28 janvier, contribution volontaire. Renseignements et réservations: 514-843-7738.

LA GALERIE VAV DE CONCORDIA

L'Art de voir

ARTS VISUELS
Pierre Angers-Nguyen

Un jeune homme, peint de noir, nous offre son corps dénudé, agressif et sans aucune pudeur. Son visage à l'air féroce nous contemple d'un regard méchant. Sa main droite, pointée droit devant, nous envoie promener en brandissant son majeur. Cette entrée en matière n'est pas des plus crues de ce montage d'une trentaine

de photos intitulé *Still Dance*, de Kenneth Hemmerick.

Ce dernier fait partie du groupe d'étudiants et étudiantes en arts de l'université Concordia qui présentent les mardis soirs à 19h30 leurs œuvres à la galerie vav (Visual Arts/Arts visuels). Mardi dernier, on pouvait y observer *Artiste en tant qu'objet* de Kenneth Hemmerick et *All you ever wanted to know about failure* de Natascha Niederstrass.

« En étudiant l'art, j'apprends à comprendre les notions d'observation et à observer. Un jour, une idée m'est venue sous forme de question : Pourquoi ne deviendrais-je pas l'objet de mon enquête et de mes observations ? », explique Kenneth Hemmerick. Parce que celui-ci est gai, juif et mulâtre, son questionnement touche impérativement les thèmes de la religion, la sexualité et les races. Ce dernier est d'ailleurs le sujet de toute son œuvre. Il nous présente ouvertement son corps nu, à travers des montages photographiques

présentant ce corps sous divers angles et formes. On y ressent la cruauté de l'homme, sa fragilité. Entre autre, la pièce *Waiting for HIV Results*, une des plus touchantes de son œuvre, présentée en deux parties. À la droite du montage, l'homme nu attend accroupi, refermé sur lui-même, momifié d'une pellicule de plastique, minuscule dans un décor tempéré. À gauche, un squelette de momie, dénudé de ses lambeaux, devant un ciel foncé strié d'éclairs.

Dans l'exposition de Natascha Niederstrass, on remarque tout de suite un changement de forme. L'ensemble de sa présentation regroupe des montages d'objets variés. Dès l'entrée en salle, le *Velcro Energy Field* accroche l'œil. Cette œuvre consiste en deux habits de velcro, un jaune et un bleu, opposés et assis en se faisant face. Entre eux se trouve un téléviseur affichant une pile et émettant le bruit de velcro. Ce n'est, en fait, qu'une autre version d'un projet qu'elle n'a pu terminer en raison de problèmes techniques. Dans un autre coin de la pièce, on peut y observer, entre autres, *Manipulation 1*, qui montre quatre étapes de la variole. D'un corps marqué de taches rouges aux étapes de la création du vaccin, suivi d'un béccher rempli de liquide vaccinal jaune et enfin d'un laboratoire de confection, cette pièce est une vision sarcastique et réaliste, typique de Natascha Niederstrass, des livres de science des années 70. « J'ai été marquée par le manque d'émotivité de ces livres. On y couvrait la

science d'une manière intimidante, où les gens ne comprenaient pas les principes abstraits, tels les molécules et atomes », explique-t-elle.

Selon elle, le programme d'arts offert par l'université permet aux étudiants et étudiantes d'utiliser de nouveaux outils artistiques. Pour sa part, Natascha Niederstrass a découvert le langage plastique. « C'est un outil, comme les mots. Les gens ne comprennent pas l'art car ils n'ont pas appris à observer ce langage plastique », affirme-t-elle.

Ce type de vernissage est une occasion rêvée pour les étudiants de voir en quoi consiste le métier. Plusieurs, comme Natascha, vont poursuivre leurs études dans le but d'enseigner l'art. « Grâce à l'enseignement, je pourrai financer mes expositions dans des galeries parallèles. » Mais pourquoi continuer de présenter ses œuvres ? « Ce n'est pas une question d'argent. En montrant leurs œuvres, les artistes peuvent, à long terme, obtenir une reconnaissance du gouvernement. Celui-ci est la principale source de revenus, car le produit offert n'est pas du genre à se vendre aux particuliers. »

Le rendez-vous est donc donné et offert tous les mardis soirs. On a la chance d'y voir et comprendre ce que ressent notre génération d'artistes.

Galerie vav, 1395, boul. René-Lévesque ouest, les mardis soirs à 19h.

Vieille chanson du folklore mcgillois (Auteur anonyme)

do ré mi do do ré mi do

Chèr é- tu- diant, Chère é- tu- diante,

mi fa sol mi fa sol

Joi- gnez vous tous à nous

sol la sol fa mi do sol la sol fa mi do

Au Dai ly Fran çais, à cinq heures et de- mi- e

do sol do do sol do

B- zéro trois, Shatner Buil- ding

répéter jusqu'à la porte du Daily...

LE CAFÉ CHAOS

Les Rendez-vous de la culture parallèle

REPORTAGE
Alain HuotPHOTOS
Alexandra Bolduc

L'indépendance des artistes dépend beaucoup des instances de diffusion qui permettent à la création de circuler. Or, pour survivre, ces lieux de diffusion tendent à s'institutionnaliser ou à s'intégrer dans les créneaux commerciaux. Leur succès est souhaitable mais, en parallèle, la nécessité d'un renouveau et d'une contestation persiste. C'est précisément dans cette

perspective que le Café Chaos a été mis en branle.

Ouvert depuis le mois d'août 1995, le Café Chaos s'est donné comme mandat de procurer une certaine visibilité à des artistes « underground » de la relève montréalaise. Réanimant les lieux de la défunte Piaule, le Chaos met à la disposition des artistes une scène et un espace d'exposition. Son concept rappelle la meilleure période des Foufounes électriques. L'art visuel est intégré à un décor déjà très travaillé, souvent l'œuvre des employés-propriétaires de cette véritable coopérative de travail.

Les choix artistiques sont surtout l'affaire

de Maxime, un des co-propriétaires du Chaos. Ce dernier n'a pas de politique de sélection définie mais se fie plutôt à son flair et à son pragmatisme pour dénicher les talents qui vont convenir à l'ambiance du Chaos.

Chaque mois, les œuvres d'un ou d'une nouvelle artiste sont exposées et mises en vente. Jusqu'au début de février, les peintures et les sculptures de Joël Touchette occupent le premier étage du Chaos. Son « arbre à photos » vaut le déplacement.

Sur la scène, située au rez-de-chaussée, se produisent des formations musicales inédites. Le groupe « hard-core » *Blood Sausage*, de Toronto, vient tout juste de s'y produire, tandis que les *Tchikaboux* feront le 26 janvier une soirée de rock francophone. Le lendemain, ce sera au tour de la formation « acid-jazz » *Blues Me-Up*. Des soirées de poésie sont par ailleurs animées chaque mercredi par Jannou Saint-Denis. Enfin, Maxime a le projet d'ajouter une composante audio-visuelle à la programmation artistique.

Mais le Café Chaos sert aussi au lancement de produits culturels qui trouvent difficilement leur place en dehors des réseaux alternatifs : lancements de disques (dont celui de BARF, tout récemment), de bandes dessinées (Richard Suicide et Caro, à la mi-février) et de publications qui dépassent l'aspect culturel. *Rebelles*, par exemple, était lancé le 19 janvier par le collectif *Socialisme en liberté*. Aux yeux de leurs rédacteurs, le Café Chaos est un lieu de rencontre vivant où l'on peut discuter des thèmes libertaires, marxistes ou féministes, pour lesquels *Rebelles* est une tribune.



Le Café Chaos offre en bref un environnement propice à l'exploration et à l'alternative. Avec sa structure de travail démocratique et sa clientèle non-conformiste (souvent assez jeune), il constitue une somme intéressante de potentiel créatif. Sans être une innovation radicale, le Café Chaos pourrait être appelé à prendre un plus grand essor.

Le Café Chaos, 1637 rue Saint-Denis.



ADDOLORATA

Une scène... à l'italienne !

THÉÂTRE
Richard P. Henri

Patriarcale, machiste, anti-souverainiste, la famille italienne de Montréal ? Où en est la communauté italo-qubécoise ? Un de ses fils, l'auteur Marcel Micone, trace un portrait de cette communauté dans la pièce de théâtre *Addolorata*. Au-delà de ses aspects comiques, cette pièce, présentée au théâtre de La Licorne, se veut sensible et intelligente. *Addolorata* la douloureuse, la désillusionnée, révoltée contre la vie qu'elle mène, revit son passé et constate qu'elle n'a fui le machisme de son père que pour subir celui de son mari. Se rebellant contre sa condition, elle s'apprête à changer de vie. « Je ne veux plus de cette vie tracée d'avance, rage-t-elle. J'ai besoin de croire que je peux changer des choses » Tout faire pour fuir les fourneaux où elle est contrainte à faire de la sauce tomate. « pas trop sûre, pas trop sucrée, pas trop salée, pas trop épicée », lui rappellent tour à tour son père et son mari.

Écrite il y a douze ans, la pièce a quelque peu été remaniée. Les préoccupations fémi-

nistes ayant évolué depuis, son auteur y a intégré des idées plus actuelles sur l'ethnicité. Marco Micone, Italien d'origine, libre penseur par conviction, a longuement réfléchi sur les problèmes ethniques de la société québécoise et du mouvement souverainiste. Les traces de sa réflexion transparaissent dans son *Addolorata* revampée.

M. Micone refuse de laisser aux médias et aux leaders allophones le soin de parler en son nom. « D'où tiennent-ils le mandat de parler au nom de 200 000 électeurs ? », demande-t-il. Dans un texte publié récemment dans les journaux montréalais, il a d'ailleurs critiqué durement les médias allophones et leur analyse de la déclaration controversée de Jacques Parizeau. Pour provoquer « l'émergence d'une conscience civique et cosmopolite au détriment de la conscience ethnique », M. Micone prône une éducation interculturelle. Les élèves, autant francophones qu'allophones, doivent en effet comprendre que leur culture est métissée.

Empreinte de réflexions d'ordre sociologique, *Addolorata* est malgré tout ponctuée de passages amusants. Serge Postigo est très

convaincant dans sa caricature du « Gino-Camaro », verbo-moteur italo-franglais. Chantal Bisson, quant à elle, rend parfaitement le rôle de la jeune Addolorata insouciante avec sa tirade sur les langues. « Qu'est-ce que ça doit être [de se marier] avec quatre langues ! », révasse-t-elle. Et c'est de manière touchante qu'Isabelle Vincent incarne l'Addolorata de 29 ans, l'Addolorata aux rêves brisés, endurcie par dix ans de mariage et de travail à l'usine.

Très habile, la mise en scène d'Olivier Reichenbach jongle avec le passé et le présent. Grâce à l'intimité du café-théâtre *La Licorne*, le public se rapproche facilement des personnages : on ressent la douleur de la jeune Italienne, on pardonne presque le machisme de son mari...

Addolorata est une pièce réfléchie, à la fois satirique et dramatique. Pas trop tendre, pas trop tordante... Al dente!

Addolorata : une pièce de Marco Micone, avec Isabelle Vincent, Chantal Bisson, Denis Roy, Serge Postigo. Au théâtre de La Licorne, du 16 janvier au 10 février. Réservations : 523-2246

ACTIVITÉS
culturelles

Le cinéma ONF situé au 1564 rue Saint-Denis, présentera du 23 janvier au premier février (avec relâche le lundi), un film sur Noam Chomsky. Ce film intitulé *Manufacturing Consent: Noam Chomsky and the Media*, sera sous-titré en français.

Danse: Tangeante présente Carole Bergeron, Katja Wachter et Russell Maliphant, à l'espace Tangeante, 840 rue Cherrier, du 25 au 28 janvier à 20h30.

Le Centre de créativité des salles du Gesù présente jusqu'au 17 février quatre artistes en arts visuels: Frances Foster, Lise Gauthier, Patricia Gauvin et Ann Smart.

Concert: CBC et les concerts McGill présentent le 25 janvier à 19h30 le joueur de piano David Breitman, à la salle Pollack. Au programme: la musique de Vienne des années 1820.

Réforme de la

NOUVELLE
Atim León

Santé: Attention, virage glissant!

La réforme du système de santé telle que mise en place par le gouvernement Parizeau au printemps dernier risque d'avoir plus de conséquences sur la qualité de vie des femmes que sur celle des hommes. C'est en effet ce qui préoccupe plusieurs spécialistes travaillant dans le milieu de la santé.

« Les femmes seront les premières à subir les effets néfastes de cette réforme parce qu'elles sont les plus touchées par la pauvreté et donc, par la maladie », affirme le Dr Jacques Chaoulli. Celui-ci, auteur d'un livre qui dérange le milieu médical, *La santé au Québec: Les vrais responsables devant ces patients qui dérangent le système*, soutient par ailleurs que la réforme, appelée « le virage ambulatoire », pourrait être favorable mais dans des conditions qui ne sont pas remplies aujourd'hui.

Pour Louise Gagné, conseillère aux services de la vie des femmes à la Régie régionale de Montréal-Centre, il ne fait aucun doute que les femmes seront les premières concernées par la réforme « puisqu'elles sont les plus grandes utilisatrices et les plus grandes dispensatrices ».

Mme Gagné explique qu'effectivement les femmes sont celles qui dispensent le plus de soins

aux malades dans le milieu familial. La responsabilité des femmes sera donc accrue si, comme le veut la réforme, on réduit les temps d'hospitalisation, on favorise les chirurgies d'un jour, on réduit le nombre de lits disponibles en hôpital, on réfère aux CLSC et on favorise les soins à domicile. Mme Gagné s'appuie d'ailleurs sur une étude récente de la Régie (*L'impact du réseau ambulatoire*) où l'on peut lire qu'une des conséquences de la réforme sera l'« augmentation significative du fardeau sur les aidants

naturels ».

Le Plan Rochon

Si on récapitule, donc, la réforme du ministre péquiste Rochon, aura sans doute pour effet principal de réduire la qualité du service offert. On se rappellera que déjà sept hôpitaux de la Communauté Urbaine de Montréal (C.U.M.) vont être touchés par la réforme. L'objectif étant de fermer au moins une quinzaine d'hôpitaux à travers la province, cela permettrait d'« économiser » 16 000 emplois d'ici

trois ou quatre ans.

Le Plan Rochon propose ainsi une croissance nulle du budget alloué à la santé. Concrètement, ceci se traduira par une coupure de 1,4 milliard de dollars sur quatre ans. De l'avis des intervenants consultés, ce sont des objectifs budgétaires et non la santé et le bien-être de la population que cache le virage du ministre Rochon.

Une réforme mal préparée

Par ailleurs, le Dr Chaoulli et Louise Gagné soutiennent tous deux que le système actuel n'est pas prêt pour le virage ambulatoire. « On a mis la charrue avant les bœufs : les références vers les CLSC se font déjà, mais ceux-ci ne sont pas prêts à recevoir », affirme Mme Gagné.

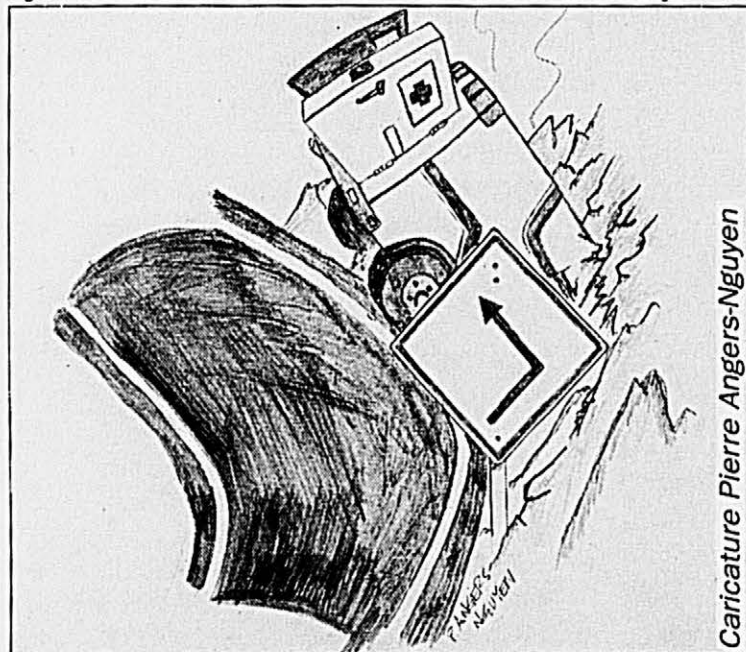
Bien que celle-ci ne remette pas en question le besoin de changement, elle ne voit dans la réforme qu'une façon de couper dans les dépenses publiques et de reporter les coûts de la santé sur les particuliers. « Une fois que vous êtes chez vous, vous devez payer vos pansements, par exemple, à moins que vous ayez recours à un CLSC », avance-t-elle.

Ainsi, il s'agit de savoir qui payera les coûts de ce « virage ». Or, on sait que les femmes comptent pour 60 % des personnes travaillant au salaire

minimum. On sait que la plupart des personnes âgées vivant seules sont des femmes, tout comme 61% des personnes à la tête des familles vivant dans la pauvreté.

De son côté, le Dr Chaoulli pense que le problème se situe au niveau des visites à domicile. Selon lui, le système québécois a tout fait pour minimiser les visites à domicile, or elles sont la clef du virage ambulatoire. Il se donne lui-même en exemple puisqu'il ne pratique qu'à domicile et se retrouve ainsi pénalisé de 30 % de son salaire par la loi 120. Par contre, les médecins d'hôpitaux sont payés à l'acte et préfèrent que les patients et patientes soient amenés aux urgences (alors que le coût moyen d'un déplacement par ambulance, selon le Vérificateur général, est de 400 \$); les médecins de cabinet, quant à eux, peuvent facilement atteindre le plafond salarial auquel ils ont droit sans bouger de leur bureau.

Ce qui alarme le plus les deux intervenants, c'est la passivité du public. « Les gens ne se plaignent presque pas », fait remarquer Mme Gagné. « Le public est-il conscient de la gravité des mesures prises par la direction ? », s'interrogeait la semaine dernière un groupe de médecins de l'hôpital Notre-Dame.



Caricature Pierre Angers-Nguyen

Voici une autre occasion

de dépenser l'argent de vos parents.

Mais pour une fois, ils seront contents.



Profitez d'un
prix d'ami sur
nos ordinateurs
Macintosh.

Voyons les choses en face. Il y a des moments où dépenser l'argent de vos parents peut leur faire plaisir autant qu'à vous. Nous souhaitons donc vous faire profiter d'offres intéressantes sur le Macintosh® PowerBook® 190cs et le Power Macintosh® 5200/75 LC. Conçus de façon à s'adapter aux nouvelles réalités informatiques, ces ordinateurs font partie des achats qu'on ne regrette pas. Passez donc chez le concessionnaire autorisé Apple® de votre campus dès aujourd'hui. Pour obtenir plus de renseignements sur la gamme de produits Apple, vous pouvez nous visiter sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.apple.ca>



 Apple